



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le treize mars à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, MARRON Corentin, ARMAND Michel, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, CONSTANZO André

Excusés : TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth donne procuration à BOYER Alain, VERNEDE Corinne donne procuration à LOYET André, AMRANI Hasiba donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, TEYSSIER Nicolas donne procuration à LEYNAUD Michel, ROGIER Monique donne procuration à CIVIER Stéphane, JOLY Delphine donne procuration à MEYER Jean-Yves, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume, SIMON Cloé donne procuration à ROUX Patricia, CAUQUIL Alexandra donne procuration à CONSTANZO André, KAPPEL Roger, DELAUCHE Henri

Absent :

Secrétaire de séance : Corentin MARRON

Date de la convocation :

Délibération n°2025-036

6 mars 2025

OBJET : Acquisition du 18 A - Demande de subvention à la Région et renonciation demande d'aide pour l'ilot des Cordeliers

Transmis au
représentant de l'Etat le :

18 MARS 2025

Affiché le :

Notifié le :

18 MARS 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°49 du conseil municipal du 17 mars 2022, autorisant Monsieur le Maire à solliciter une subvention à la Région dans le cadre de la rénovation de l'îlot des Cordeliers ;
Vu la délibération du conseil municipal n°33 du 23 septembre 2024 approuvant l'acquisition d'un ensemble immobilier appartenant à l'ANCT ;

Considérant que le montant de l'acquisition s'élève à 996 995 € HT et que les frais de notaire seront à la charge de la commune,

Considérant qu'un dossier sollicitant une aide de 221 200 € avait été déposé à la Région en 2022 dans le cadre de l'« opération d'aménagement du foncier requalifié de l'îlot des Cordeliers en Cœur de Ville »,

Considérant que ce dossier a été retenu dans le cadre de l'instruction des subventions du Pacte Région 2024-2027 mais que cette opération a déjà obtenu un total de subventions à hauteur de 80 %, il convient donc de renoncer à cette demande pour rester dans le cadre quant à l'autofinancement de la commune,

Considérant la possibilité de solliciter une aide de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour l'acquisition du 18A dans le cadre du Pacte Région, axe 1 (projets locaux structurants) et l'axe 3 (soutien à l'économie de proximité et à l'artisanat),

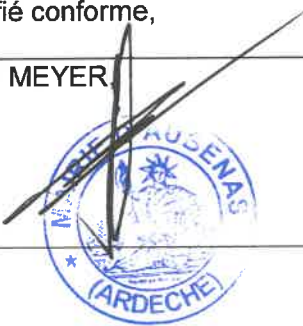
Il est proposé au Conseil Municipal de renoncer à la demande d'aide pour l'opération de rénovation de l'îlot des Cordeliers et d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une demande d'aide selon le plan de financement suivant :

Dépenses € HT		Recettes € HT	
Acquisitions foncières, dont frais notariés	1 012 995	Subvention du département de l'Ardèche demandée	199 399
		Subvention de la Région Demandée	200 000
		Autofinancement du rachat par la commune	613 596
TOTAL	1 012 995		1 012 995

:
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Renonce** à la demande d'aide à la Région pour l'« opération d'aménagement du foncier requalifié de l'îlot des Cordeliers en Cœur de Ville »,
- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter une subvention à la Région dans le cadre du Pacte 2024-2027 pour l'acquisition du 18A pour un montant de 200 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mener les démarches nécessaires à l'obtention de cette subvention,

Extrait certifié conforme,

Jean-Yves MEYER Maire 	Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)
---	---